

[Texte]

ing to establish claims under the Pension Act and allied statutes and orders. The workload of the Bureau has been growing steadily as the number of Entitlement Board and Pension Review Board hearings has been increasing. It is expected that the workload of the Bureau will continue to increase for two years, as pension claims work their way through the appeal system. The estimated cost for this program for 1976-77 is \$2.4 million.

The fourth of our programs, and largest in terms of employment, is Treatment Services, which is responsible for providing financial, medical, surgical, and related services to entitled veterans and to other groups of patients as prescribed in the veterans treatment regulations. The estimates for this program total \$125 million, an increase of \$17 million over the previous year. Of this amount, approximately \$13.3 million is attributable to higher costs for services provided in departmental institutions, and \$3.7 million for increases in the cost of hospital and medical care provided in nondepartmental facilities. Capital expenditures are estimated at \$15.2 million, slightly less than in 1975-76.

Capital grants to the Province of New Brunswick and British Columbia, arising from the agreements for the transfer of Lancaster Hospital in Saint John, New Brunswick, Shaughnessy Hospital in Vancouver, and the Victoria Veterans Hospital account for \$5.5 million of the anticipated capital expenditures. Provision has also been made for major renovations at Colonel Belcher Hospital in Calgary, and for a number of smaller construction and equipment projects. Funds are also included for the commencement of modernization projects planned for Ste. Anne's Hospital, in Quebec; Senneville Lodge, Ste. Anne de Bellevue; Queen Mary Hospital, Montreal; and Camp Hill Hospital, Halifax. At the moment, commencement of these projects is being deferred pending the outcome of hospital transfer negotiations currently taking place.

As I have explained on previous occasions, the purpose of trying to integrate veterans' hospitals into their regional or local communities is to fulfill more adequately the government's responsibility in the treatment of veterans. This integration makes it possible for the hospitals to continue providing a high level of care within the network of community health facilities. The benefits are felt, of course, by both the veteran patients and the community. If it becomes evident, however, that it is not possible to negotiate the transfer of these hospitals on satisfactory terms, we will proceed with our plans for modernization of our existing facilities.

The budgetary estimates for the Veterans Land Administration Program are some \$3.3 million lower than in 1975-76. This is due, in the main, to a reduction in the provision for reserve for conditional benefits, \$2.8 million, and to a modest decline in program administration costs.

[Interprétation]

nome qui fournit une aide juridique aux personnes désirant présenter des demandes en vertu de la Loi sur les pensions ou de lois et décrets connexes. Le volume de travail du Bureau continue d'augmenter en raison de la hausse substantielle du nombre d'auditions devant les comités d'examen et du nombre des auditions devant le Conseil de révision des pensions. On estime que le volume du travail du Bureau enregistrera une hausse pour les deux années à venir au fur et à mesure que les demandes de pension sont instruites et finissent en appel. Le coût du programme pour 1976-1977 est de 2.4 millions de dollars.

Le quatrième de nos programmes, mais le plus important sous l'aspect de la main-d'œuvre, concerne les Services de traitement, qui fournissent ou financent des soins médicaux, chirurgicaux et autres services assimilés aux anciens combattants et à autres catégories de malades désignés par le Règlement sur le traitement des anciens combattants. Le montant nécessaire pour l'administration de ce programme s'élève à 125 millions de dollars, soit une augmentation de 17 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de l'exercice précédent. De cette augmentation, environ 13.3 millions de dollars vont servir à payer les coûts plus élevés des services fournis par les établissements relevant du Ministère, et 3.7 millions sont la hausse des frais d'hospitalisation dans les autres hôpitaux. On estime à 15.2 millions de dollars les dépenses d'investissement, c'est-à-dire un peu moins qu'en 1975-1976.

Des sommes prévues au chapitre des investissements, 5.5 millions de dollars seront affectés à des subventions d'immobilisation accordées aux gouvernements provinciaux du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique, dans le cadre des accords de cession conclus pour l'hôpital Lancaster à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick), l'hôpital Shaughnessy, à Vancouver, et l'hôpital de Victoria pour anciens combattants, à Victoria (Colombie-Britannique). D'autres sommes serviront également à des rénovations d'importance à l'hôpital Colonel Belcher, à Calgary, et à financer des travaux de construction mineurs ainsi que certains programmes d'équipement. Au titre des immobilisations, on a prévu d'autres sommes pour débiter des projets de modernisation prévus pour l'hôpital Sainte-Anne (pavillon Senneville), à Sainte-Anne-de-Bellevue, l'hôpital Reine-Marie pour anciens combattants, de Montréal, et l'hôpital Camp Hill, à Halifax; pour l'instant, la mise en œuvre de ces projets d'envergure a été reportée en attendant l'issue des négociations concernant la cession de certains hôpitaux.

Comme je l'ai déjà expliqué à plusieurs reprises, l'idée d'intégrer les hôpitaux d'anciens combattants à leur environnement régional ou local, a pour but de permettre au Gouvernement de mieux assumer ses responsabilités dans le domaine des soins aux anciens combattants. Cette intégration permet à nos hôpitaux de continuer à dispenser des soins de haute qualité par l'intermédiaire d'un réseau d'établissements hospitaliers au sein de la collectivité. Une telle mesure est à l'avantage des anciens combattants hospitalisés et aussi de la collectivité. Toutefois, s'il appert que la cession de ces hôpitaux ne peut être réalisée de façon satisfaisante, nous entreprendrons la modernisation des établissements existants.

On constatera que le budget des dépenses pour le Programme de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants comporte 3.3 millions de dollars de moins qu'en 1975-1976. Cette réduction est en grande partie causée par la baisse des fonds gardés en réserve en vue de